



## Qui a fait interdire les bombes à sous-munitions?

### Le processus d'Oslo

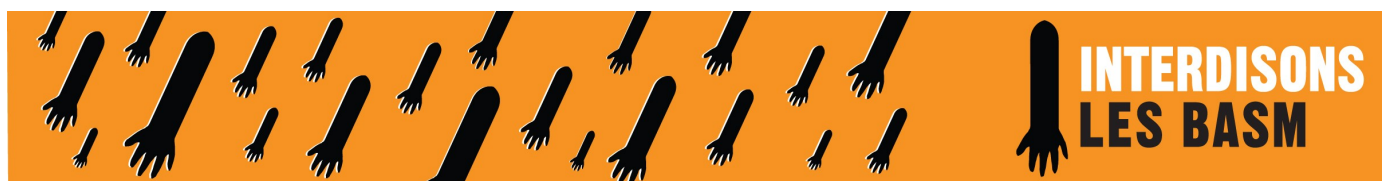
En février 2007, la Norvège a lancé sa propre initiative pour l'interdiction des armes à sous-munitions, communément appelée « processus d'Oslo », à la suite de l'échec des pourparlers qui ont eu lieu à la conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), soit le forum servant traditionnellement de cadre pour l'examen des questions concernant l'utilisation des armes. Mené par la Norvège et ses partisans, dont l'Autriche, le Vatican, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, le Mexique et le Pérou, le processus d'Oslo a pour objectif l'adoption d'un traité international d'ici la fin de l'année 2008. En souscrivant à la Déclaration d'Oslo en février 2007, 46 pays se sont engagés à conclure un traité qui interdira l'utilisation, le transfert et la production des bombes à sous-munitions qui causent des souffrances inacceptables aux populations civiles, qui prévoira la destruction des stocks d'armes à sous-munitions et qui leur permettra de se doter des ressources adéquates pour fournir de l'assistance aux survivants et nettoyer les zones contaminées.

#### Déclaration d'Oslo, le 23 février 2007 (traduction du texte officiel)

Un groupe d'États, l'Organisation des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge, la Coalition contre les sous-munitions et d'autres organisations humanitaires se sont réunis à Oslo les 22 et 23 février 2007, afin de trouver des solutions efficaces aux répercussions de l'utilisation des armes à sous-munitions sur les populations civiles.

Reconnaissant les graves conséquences de l'utilisation des armes à sous-munitions et la nécessité de prendre les dispositions qui s'imposent immédiatement, les États s'engagent à :

1. Conclure d'ici 2008 un instrument international juridiquement contraignant qui :
  - i. interdira l'utilisation, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions qui causent des préjudices inacceptables aux civils, et
  - ii. établira un cadre de coopération et d'assistance qui garantira la fourniture de soins médicaux et de soins de réadaptation appropriés aux survivants et à leurs communautés, la dépollution des zones contaminées, la sensibilisation aux dangers posés par les armes à sous-munitions et la destruction des stocks d'armes à sous-munitions visées par l'interdiction.
2. Être disposés à prendre les dispositions qui s'imposent à l'échelle nationale, afin de résoudre ces problèmes.
3. Continuer à s'attaquer aux défis posés par l'emploi des armes à sous-munitions sur le plan humanitaire dans le cadre du droit international humanitaire et au sein des instances compétentes.
4. Se réunir pour poursuivre leurs travaux, à Lima en mai/juin 2007, à Vienne en novembre/décembre 2007 et à Dublin au début de l'année 2008, et à accueillir l'annonce de l'organisation d'une réunion régionale par la Belgique.



À la suite de la réunion qui s'est tenue à Oslo, plusieurs États qui s'étaient prononcés en faveur de l'interdiction des armes à sous-munitions, soit le Pérou, l'Autriche, la Nouvelle-Zélande et l'Irlande, ont organisé une série de conférences internationales sur leur sol, afin de discuter des dispositions du traité. Quelque 140 pays ont participé à l'une des conférences du processus d'Oslo ou à plusieurs d'entre elles, y compris les principaux utilisateurs et producteurs d'armes à sous-munitions, les pays touchés par ce fléau et ceux qui conservent de telles armes en stock. Des conférences régionales ont également eu lieu en Belgique, au Cambodge, au Costa Rica, au Mexique, en Thaïlande et en Zambie. La Serbie a quant à elle accueilli une conférence pour les États contaminés par des bombes à sous-munitions.

#### **Calendrier des conférences internationales s'inscrivant dans le cadre du processus d'Oslo**

Février 2007	Lancement du processus d'Oslo à Oslo, en Norvège
Mai 2007	Conférence de Lima, au Pérou
Décembre 2007	Conférence de Vienne sur les armes à sous-munitions, en Autriche
Février 2008	Conférence de Wellington sur les armes à sous-munitions, en Nouvelle-Zélande
Mai 2008	Conférence de négociations de Dublin, en Irlande
Décembre 2008	Date prévue de signature du traité interdisant les armes à sous-munitions, en Norvège

Le traité, appelé « Convention sur les armes à sous-munitions », a été négocié et adopté par 107 pays lors de la Conférence diplomatique qui s'est tenue à Dublin en mai 2008. Lorsqu'il entrera en vigueur, ce traité deviendra un instrument international juridiquement contraignant qui interdit l'utilisation, la production, le stockage et le transfert des armes à sous-munitions et qui oblige les États parties à nettoyer les zones contaminées et à fournir de l'assistance aux personnes et aux communautés touchées par l'emploi des armes à sous-munitions. Le traité sera ouvert à la signature le 3 décembre 2008, à l'occasion d'une cérémonie organisée à Oslo, en Norvège.

#### **Liste des 107 États qui ont adopté la Convention lors de la Conférence diplomatique de Dublin**

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, îles Comores, îles Cook, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ex-République de Yougoslavie), Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Monténégro, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République démocratique du Congo, République démocratique populaire du Laos, République des Fidji, République dominicaine, République du Congo, République tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Timor-Oriental, Togo, Uruguay, Vanuatu, Vatican, Venezuela et Zambie.

#### **Parmi ces 107 États, on compte :**

- 13 des 26** pays **contaminés** par des bombes à sous-munitions
- 38 des 78** pays qui **stockent** des bombes à sous-munitions
- 17 des 34** pays qui **ont produit** des bombes à sous-munitions
- 7 des 14** pays qui **ont utilisé** des bombes à sous-munitions

**35 pays d'Europe** : Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kirghizistan, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ex-République de Yougoslavie), Malte, Moldavie, Monténégro, Norvège, Pays-

Bas, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Vatican.

**32 pays d'Afrique** : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, îles Comores, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie.

**19 pays des Amériques** : Argentine, Belize, Bolivie, Canada, Chili, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela.

**17 pays de l'Asie-Pacifique** : Australie, Brunei Darussalam, Cambodge, îles Cook, Indonésie, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique populaire du Laos, République des Fidji, Samoa, Seychelles, Timor-Oriental, Vanuatu.

**4 pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord** : Bahreïn, Liban, Maroc et Qatar.